REPUBLIQUE DU NIGER

CODE SAP DU PROJET : P-NE-E00-006

**PROJET DE RENFORCEMENT ET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET
ASSAINISSEMENT DES VILLES DE ZINDER, MIRRIAH ET DES VILLAGES
ENVIRONNANTS (PREPA)**

PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PGES)

Appendice de l'Accord juridique

Considérations générales

1. Le Gouvernement de la République du Niger, prévoit de mettre en œuvre Le **PROJET DE RENFORCEMENT ET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT DES VILLES DE ZINDER, MIRRIAH ET DES VILLAGES ENVIRONNANTS (PREPA)**.
2. La Banque a accepté de fournir le financement, l'appui à la mise en œuvre et le suivi du projet.
3. Le Gouvernement de la République du Niger mettra en œuvre les mesures et actions de ce plan de gestion environnementale et sociale¹ (PGES) afin que le projet réponde à toutes les exigences des sauvegardes opérationnelles environnementales et sociales (**SO**) de la Banque et aux exigences des politiques et législations nationales du NIGER.
4. Lorsque le PGES fait référence à des plans spécifiques, qu'ils aient déjà été préparés ou qu'ils soient à développer, le PGES exige le respect de toutes les dispositions obligatoires de ces plans.
5. Le tableau ci-dessous résume les mesures et actions importantes requises, le fondement de l'exigence, le calendrier de la mesure ou de l'action et les critères à utiliser pour déterminer si la mesure ou l'action requise a été réalisée avec succès. Le Gouvernement de la République du Niger est responsable du respect de toutes les exigences du PGES même lorsque la mise en œuvre de mesures et d'actions spécifiques est menée par une entité différente de l'Unité de Gestion du Projet (UGP).
6. La mise en œuvre des mesures et actions matérielles énoncées dans le présent PGES sera surveillée et rapportée à la Banque par le Gouvernement du Niger comme l'exigent le PGES et les conditions de l'accord juridique, et la Banque suivra et évaluera les progrès et l'achèvement des travaux les mesures et actions tout au long de la mise en œuvre du Projet.
7. Comme convenu par la Banque et le Gouvernement du Niger, ce PGES peut être révisé de temps à autre pendant la mise en œuvre du projet, pour refléter la gestion adaptative des risques liés aux changements du projet et aux circonstances imprévues ou en réponse à l'évaluation de la performance du projet réalisée dans le cadre du PGES lui-même. Dans de telles circonstances, Le Gouvernement du Niger proposera et acceptera des changements avec la Banque, puis mettra à jour le PGES pour refléter ces changements.

¹ Le PGES fait référence à tous les risques/impacts et mesures E&S, tels qu'approuvés dans tous les documents E&S divulgués et convenus entre la Banque et l'Emprunteur. Pour les projets impliquant plusieurs sous-projets identifiés, préparés et mis en œuvre au cours du projet, l'emprunteur devra démontrer à la Banque, avant l'évaluation du projet, en préparant la documentation E&S d'un échantillon de sous-projets, qu'il a la capacité de réaliser une évaluation environnementale et sociale appropriée des sous-projets, et de préparer et mettre en œuvre ces sous-projets conformément aux lois nationales et aux SO. (*Section III.2.3 du PES de la Banque et section D de la SOI*)

Actions matérielles ² pour gérer les risques et impacts E&S du projet		Base du besoin	Indicateur de performance clé	Calendrier/ indicatif	Délai
Rapport périodique de mise en œuvre E&S à la Banque		PES de la Banque et SO1	Rapports soumis à temps et de bonne qualité	De 5 jours après la fin de la période couverte par le rapport	
1	Recrutement de spécialistes E&S au sein de la cellule de mise en œuvre du Projet	EIES publiée, SO1	Contrats de recrutement des 2 spécialistes E&S expérimentés (environnement et social) recruté au sein de l'UGP		Avant le 1 ^{er} décaissement du projet
2	Création du mécanisme de règlement des griefs du projet (MGP) et divulgation au public	SO1, SO10 et exigences nationales : Loi n°98-56 du 29 décembre 1998 portant loi cadre relative à la gestion de l'environnement, Loi n° 2018-28 du 14 mai 2018 déterminant les principes fondamentaux de l'Évaluation Environnementale au Niger ; Décret n°2019-027/PRN/MESU/DD du 11 janvier 2019 fixant les modalités d'application de la loi n°2018-28 du 14 mai 2018 établi une classification environnementale des projets et sous-projets ; La loi n° 2018-28 du 14 mai 2018 (article 21 fixant le cadre général de définition du mécanisme de consultation publique, le décret n°2019-027/PRN/MESU/DD du 11 janvier 2019, article 41 traitant du mécanisme de publicité d'un rapport d'évaluation environnementale	Arrêtés de mise en place des comités locaux de mise en œuvre du MGP et publication dans un média et dans les zones de mise en œuvre du projet		Au plus tard avant le début des indemnisations et/ou avant l'Ordre de Service de démarrage des travaux
3	Paiement des compensations et réinstallation des personnes affectées	SO5 & SO7 et exigences nationales ; loi 2008-37 du 10 juillet 2008, modifiant et complétant la loi 61-37 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique	- Justificatifs de la compensation des PAP ; - Rapport de mise en œuvre des PAR		Avant le déplacement effectif (provisoire et/ou définitif) des PAP et Avant la délivrance de l'Ordre de Service (OS) de démarrage des travaux
4	Intégration de mesures E&S spécifiques au site dans l'appel d'offres	SO1 et exigences nationales : Loi n°98-56 portant Loi-cadre relative à la Gestion de l'Environnement ; Loi n° 2018-28 du 14 mai 2018 déterminant les principes fondamentaux de l'Évaluation Environnementale au Niger.	Présence des clauses E&S à chaque site dans les DAO approuvés par la Banque		Avant la publication des avis d'appel d'offres (DAO)

² Veuillez ajouter toute action clé pertinente et/ou indiquer « Non applicable » dans la troisième colonne (« Base des exigences ») pour les actions qui ne sont pas applicables au projet

Actions matérielles ² pour gérer les risques et impacts E&S du projet		Base du besoin	Indicateur de performance clé	Calendrier/ indicatif	Délai
5	Soumission du PGES de l'entrepreneur pour les activités à haut risque (PGES-C) à l'autorisation de la Banque	PES de la Banque et SO1 Loi n°98-56 portant Loi-cadre relative à la Gestion de l'Environnement ; Loi n° 2018-28 du 14 mai 2018 déterminant les principes fondamentaux de l'Évaluation Environnementale au Niger ;	PGES-C approuvé par la Banque		Au plus tard 45 jours après la signature du contrat avec l'entreprise en charge des travaux
6	Mise en place du mécanisme de gestion des plaintes (MGP) de l'entrepreneur et information des travailleurs	SO1, SO2, et Politique de diffusion et d'accès à l'information de la Banque Loi n°98-56 portant Loi-cadre relative à la Gestion de l'Environnement ; Loi 2008-37 du 10 juillet 2008, modifiant et complétant la loi 61-37 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique	<ul style="list-style-type: none"> Note de mise en place du MGP-C PV d'installation du Comité de gestion des plaintes Affichage des procédures/modes opératoires du MGP à la base vie et sur les sites des travaux/rapports de sensibilisation des travailleurs		Au plus tard 30 jours après l'approbation du PGES-Chantier
7	Obtention des autorisations requises au niveau national avant le début des activités soumises (excavations, abattage d'arbres, travaux en hauteur, travaux en espaces confinés, etc.)	SO1, SO2 et législation nationale du travail : Loi n°2012-45 du 25 septembre 2012 portant code du travail de la République du Niger ; Le Décret n° 96-408/PRN/MFPT/E du 4 novembre 1996 portant modalités de création d'organisation et de fonctionnement des comités de santé et de sécurité au travail ; le Décret 2017-682/PRN/MET/PS du 10 Aout 2017 portant partie réglementaire du code du travail.	Permis/autorisation dû pour l'activité délivré par l'autorité compétente		Avant le début des activités soumises (excavations, abattage d'arbres, travaux en hauteur, travaux en espaces confinés, etc.) à une autorisation préalable d'autorisation ou de permis Pays
8	Préparation, approbation et publication de documents E&S spécifiques pendant la mise en œuvre du projet, y compris l'examen préalable des termes de référence de catégorie 1 par la Banque.	PES de la Banque, SO1 et réglementation nationale : Loi n° 2018-28 du 14 mai 2018 déterminant les principes fondamentaux de l'Évaluation Environnementale au Niger.	Documents E&S approuvés par la BAD et les autorités Nigériennes et publiés sur les sites de la BAD et de l'UGP		Avant la publication de l'avis d'appel d'offres pour les activités dont les sites ne sont pas identifiés avant l'approbation de l'accord de financement

Actions matérielles ² pour gérer les risques et impacts E&S du projet		Base du besoin	Indicateur de performance clé	Calendrier/ indicatif	Délai
9	Engagement avec les parties prenantes concernées par chaque activité E&S spécifique pertinente	SO1, SO10, Politique de diffusion et d'accès à l'information : La loi n° 2018-28 du 14 mai 2018 (article 21 fixant le cadre général de définition du mécanisme de consultation publique,	Rapport d'opérationnalisation de P3P intégré dans le rapport mensuel de mise en œuvre des mesures E&S du projet	En Continu, dès le démarrage du projet	
10	Mise en place d'un mécanisme de préparation et de réponse aux situations d'urgence	SO1 et SO4, réglementation nationale sur la gestion des catastrophes et protection civile	Plan d'opération interne de sûreté et d'intervention disponible	Avant le démarrage des travaux qui le requiert	
11	Traitement approprié et opportun des plaintes/griefs	PES de la Banque et SO1 ; Loi n°98-56 portant Loi-cadre relative à la Gestion de l'Environnement ;	Registres de gestion des plaintes bien tenus, Traitement et clôture de 100% de plaintes selon les délais prescrits par le mécanisme	Dès l'entrée en vigueur du projet et au plus tard 30 jours après la date d'enregistrement de la plainte	
12	Notification aux riverains ou alerte aux populations exposées en aval	PES de la Banque et SO1, Traité/Convention international ratifié pertinent	N/A	N/A	
13	Renforcement des capacités des principaux responsables de la mise en œuvre du projet	SO1 ; Loi n°98-56 portant Loi-cadre relative à la Gestion de l'Environnement ; Loi n° 2018-28 du 14 mai 2018 déterminant les principes fondamentaux de l'Évaluation Environnementale au Niger.	Rapports d'exécution du plan de renforcement des capacités des différentes parties prenantes	Au démarrage des activités du projet et pendant toute la durée du projet	
14	Mise en œuvre du SGES/PAES3	SO1 et SO9, exigences nationales	N/A	N/A	

³ Postuler aux opérations non souveraines et aux projets du secteur public mis en œuvre par une agence/institution permanente/autonome

Actions matérielles ² pour gérer les risques et impacts E&S du projet		Base du besoin	Indicateur de performance clé	Calendrier/ indicatif	Délai
14.1	Approbation de toute procédure de gestion E&S requise	Idem	N/A	N/A	
14.2	Création de la cellule E&S	Idem	N/A	N/A	
14.3	Renforcement des capacités de l'unité E&S	Idem	N/A	NA	
14.4	Traiter la due diligence E&S de la chaîne de valeur	Idem	N/A	N/A	
15	Suspendre les travaux en cas de risque ou d'incident ESST, en informer immédiatement la Banque et reprendre les travaux uniquement sans objection de la Banque	PES de la Banque et SO1	Note d'information/suspension risques/accidents		Immédiatement et au plus tard dans les 72 heures suivant l'incident
16	Préparer l'analyse des causes profondes (ACP) de tout incident ESST fatal et mettre en œuvre le plan d'actions correctives (PAC).	PES de la Banque et SO1	Rapport préparé et soumis à la Banque dans les délais		30 jours après l'incident
17	Divulgarion des rapports E&S du projet au public	SO1, SO10 et Politique de diffusion et d'accès à l'information : La loi n° 2018-28 du 14 mai 2018 (article 21 fixant le cadre général de définition du mécanisme de consultation publique, le décret n°2019-027/PRN/MESU/DD du 11 janvier 2019, article 41 traitant du mécanisme de publicité d'un rapport d'évaluation environnementale) qui établit les principes fondamentaux de l'Évaluation Environnementale au Niger, impose la consultation des parties prenantes et stipule que le rapport d'Élaboration de l'Impact Environnemental et Social (EIES) doit être rendu public,	Preuves de la divulgation desdits rapports E&S (sur le portail web de la Banque et de l'Emprunteur) et dans les rapports E&S mensuels		En continu

Actions matérielles ² pour gérer les risques et impacts E&S du projet	Base du besoin	Indicateur de performance clé	Calendrier/ Délai indicatif
		le Décret n°2009-224/PRN/MU/H du 12 août 2009, à travers les articles 8, 15, 24 et 28 qui traitent de l'information et de la consultation des PAP et des groupes des personnes concernées par un projet.	